

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2024-30 du 20 septembre 2024

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. La Maison-Blanche annonce un plan d'action pour réformer l'exception de *minimis*
2. L'USTR publie la version finale des hausses de droits 301 sur certaines importations chinoises
3. Un rapport du Congrès souligne la prédominance des investissements chinois dans les infrastructures mondiales

### Climat – énergie – environnement

4. Les États-Unis et l'Inde poursuivent leur coopération dans les énergies propres dans le cadre du Strategic Clean Energy Partnership

### Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports exige des mesures protectrices pour les passagers dans le cadre de la fusion d'Alaska et Hawaiian Airlines

### Industrie

6. L'entreprise américaine Tupperware fait faillite
7. Le PDG d'Intel annonce une pause dans la construction de ses usines européennes

### Numérique et innovation

8. La Maison-Blanche crée une *task force* pour l'infrastructure des centres de données liés à l'IA
9. La Chambre des représentants avance sur le Kids Online Safety Act (KOSA) et le COPPA 2.0

### Santé

10. Selon Pfizer, la réforme des prix des médicaments freinerait le développement de traitements

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. La Maison-Blanche annonce un plan d'action pour réformer l'exception de *minimis*

Le 13 septembre, la Maison-Blanche a [annoncé](#) un projet de réforme de l'exception de *minimis*, qui permet aux importations d'être [exemptées](#) de droits de douane lorsque leur valeur est inférieure à 800 \$. L'administration publiera un avis de proposition de réglementation visant à (i) supprimer le traitement de *minimis* sur les importations soumises aux droits de douane imposés en vertu des sections 201 ou 301 de la loi sur le commerce de 1974, ou de la section 232 de la loi sur l'expansion du commerce de 1962 et à (ii) imposer de « nouvelles exigences en matière de collecte d'informations », notamment sur le type de bien importé. La Maison-Blanche appelle également le Congrès à agir pour restreindre davantage l'exemption de *minimis*, en particulier pour les biens sensibles aux importations, dont les textiles et les vêtements. Les flux de *minimis* ont été [multipliés](#) par près de 1 000 en 10 ans, atteignant 54,5 Md\$ en 2023.

## 2. L'USTR publie la version finale des hausses de droits 301 sur certaines importations chinoises

Le 13 septembre, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [publié](#) la version finale des hausses de droits 301 sur certaines importations d'origine chinoise, dont une version provisoire avait été soumise à consultation en mai dernier [voir [Brèves sectorielles du 24 mai 2024](#)]. Suite à l'analyse des plus de 1 100 commentaires reçus dans le cadre de la consultation publique, les modifications proposées en mai 2024 – y compris un tarif de 100 % sur les véhicules électriques – sont [entérinées](#) sans modification pour l'essentiel. La plupart des rares modifications relèvent de durcissement par rapport à la proposition de mai 2024, avec notamment une augmentation de certains taux de droits de douanes (masques, seringues et aiguilles, gants médicaux) ou l'ajout de nouveaux produits (tungstène, silicium et certains minéraux utilisées pour la production de cellules photovoltaïques). Quelques assouplissements ponctuels ont été introduits suite aux retours des acteurs économiques, comme par exemple une exemption de droits pour les grues de transbordement dont la commande avait été passée avant mai 2024.

Ces augmentations tarifaires, qui devaient entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> août, entreront finalement en application le 27 septembre.

### 3. Un rapport du Congrès souligne la prédominance des investissements chinois dans les infrastructures mondiales

Le 12 septembre, le Government Accountability Office (GAO), chargé du contrôle des comptes publics, a [publié](#) un rapport mettant en lumière la domination de la Chine en matière de financement des infrastructures à l'échelle mondiale. Le rapport souligne que la Chine aurait notamment financé, entre 2013 et 2021, des projets d'infrastructure à hauteur de 679 Md\$ dans les pays tiers au sein de cinq domaines : le transport, l'énergie, l'industrie, le secteur minier et la construction, *via* son programme des Nouvelles routes de la soie. Sur cette même période, les États-Unis auraient de leur côté investi un montant de 76 Md\$ au sein des secteurs susmentionnés dans les pays tiers. Le premier bénéficiaire des financements chinois, reposant sur des prêts aux gouvernements, serait la Russie, tandis que le Mozambique serait le principal bénéficiaire de ceux consentis par les États-Unis, comprenant une combinaison de prêts, d'assurances, de subventions et de garanties de prêts. La domination de la Chine vis-à-vis des États-Unis en la matière s'expliquerait, selon les rédacteurs du rapport, par l'absence de stratégie gouvernementale nationale permettant d'orienter et de hiérarchiser le soutien américain, ainsi que par une trop grande fragmentation de ce soutien entre agences fédérales. Le rapport souligne également que la Chine constitue actuellement le plus grand collecteur de dettes au monde, les pays à faible revenu – principaux récipiendaires des financements – ayant contracté une dette auprès de Pékin estimée entre 1 100 Md\$ et 1 500 Md\$. Réagissant à la publication de ce rapport, le président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, M. McCaul (R-Texas), a [déclaré](#) que le programme des Nouvelles routes de la soie était en train de « dépasser les efforts déployés par les États-Unis pour établir des relations économiques solides avec d'autres pays ». Il a à cet égard appelé le Congrès à voter en faveur de sa proposition de loi, le DFC Modernization and Reauthorization Act, [destinée](#) à prolonger de sept années supplémentaires le mandat de l'US International Development Finance Corporation (DFC) tout en renforçant ses capacités en matière de promotion des intérêts de sécurité nationale américains.

#### Brèves

- Le 16 septembre s'est [tenue](#) en visioconférence une réunion au niveau suppléants du Conseil commerce et technologie (CCT). Le Sous-Secrétaire d'État Jose Fernandez, la Sous-Secrétaire au Commerce Marisa Lago et la conseillère principale de l'USTR Cara Morrow ont échangé avec les directeurs généraux de la Commission européenne Sabine Weyand (DG TRADE) et Roberto Viola (DG CONNECT). Les discussions se sont concentrées sur l'IA, les infrastructures numériques sécurisées, la désinformation, les outils commerciaux et le renforcement des chaînes d'approvisionnement dans les semi-conducteurs et les

énergies renouvelables et ont identifié les travaux prioritaires à approfondir ces mois à venir.

- Les 10 et 11 septembre à Washington, le Paraguay et les États-Unis ont [organisé](#) la troisième réunion du Conseil du commerce et de l'investissement sous l'égide de l'Accord-cadre sur le commerce et l'investissement entre les États-Unis et le Paraguay (TIFA).
- Le 12 septembre, Jamila Thompson a été [nommée](#) cheffe de cabinet de la Représentante américaine au Commerce (USTR).
- Le 17 septembre, l'*Assistant Secretary for Investment Security* du Département américain du Trésor, Paul Rosen, s'est [rendu](#) au Mexique afin d'échanger avec des représentants du gouvernement et du secteur privé mexicains. Les discussions ont notamment porté sur les relations économiques entre les États-Unis et le Mexique, en particulier les mesures destinées à protéger la sécurité nationale des deux pays, alors que Washington et Mexico ont [conclu](#) en décembre 2023 un accord de coopération en matière de contrôle des investissements étrangers.
- Le 13 septembre, le Département d'État a [sanctionné](#) trois entités et deux individus liés au média public russe Russia Today (RT). RT est notamment accusé d'avoir contribué à une plateforme de levée de fonds destinée à l'achat d'armement afin de soutenir l'effort de guerre russe en Ukraine, dont certains proviendraient de fournisseurs chinois, notamment les drones de reconnaissance.
- Le 16 septembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) cinq individus et une entité associés au consortium Intellexa, accusés d'avoir pris part à des activités de commercialisation de logiciels espions.
- Le 16 septembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) quatre ressortissants géorgiens, dont deux représentants du gouvernement, accusés d'avoir participé à des activités de répression politique en Géorgie.
- Le 18 septembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#), en coordination avec le Canada et l'Australie, douze individus liés au gouvernement iranien accusés d'avoir contribué à des activités d'abus des droits de l'homme en Iran.
- Le 19 septembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) un réseau de cinq entités et un individu accusés d'avoir contribué à la création d'un réseau de paiement illicite entre la Russie et la Corée du Nord.

# Climat – énergie – environnement

## 4. Les États-Unis et l'Inde poursuivent leur coopération dans les énergies propres dans le cadre du Strategic Clean Energy Partnership

Le 16 septembre, la Secrétaire à l'Énergie Jennifer Granholm a accueilli le Ministre indien du Pétrole et du Gaz naturel Hardeep Singh Puri à Washington, dans le cadre du « Strategic Clean Energy Partnership » (SCEP). Le Département de l'Énergie (DoE) [indique](#) que les deux parties ont passé en revue les initiatives entreprises dans le cadre des piliers techniques du SCEP, notamment ceux concernant l'électricité et l'efficacité énergétique, le pétrole et le gaz responsables, les énergies renouvelables, les combustibles et technologies émergents, et la croissance durable. Les ministres se sont félicités du lancement officiel de la plateforme d'action pour les technologies des énergies renouvelables (RETAP) en août 2023, qui vise à élaborer des feuilles de route concrètes pour l'hydrogène, le stockage de l'énergie à long terme, l'éolien en mer et la géothermie, par le biais de la R&D et de projets de pilotes et de démonstrateurs. Les ministres se sont également félicités des avancées bilatérales sur les sujets de l'hydrogène, des batteries, des carburants durables pour l'aviation (SAF) et de l'efficacité énergétique.

### Brèves

- Le 16 septembre, le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le lancement d'un appel à projet concernant l'installation de parcs éoliens en mer dans huit zones au large du Massachusetts, du New Hampshire et du Maine. Le DoI estime que ces zones ont une capacité potentielle d'environ 13 GW, ce qui pourrait alimenter plus de 4,5 millions de foyers. Le DoI précise qu'elles ont été identifiées sur la base des données issues des modèles développés par les National Centers for Coastal Ocean Science ([NCCOS](#)) et par un dialogue de deux années avec les parties prenantes locales, incluant le secteur de la pêche et les populations.
- L'Agence d'information sur l'énergie (USEIA) a [indiqué](#) le 12 septembre que plusieurs exploitants de centrales thermiques au gaz naturel ont engagé les premières mesures pour intégrer l'hydrogène dans leurs flux de combustibles. Cela recouvre la mise à niveau d'installations existantes, la perspective d'installations en construction offrant cette possibilité, ainsi que la réalisation de tests sur des infrastructures existantes. Le communiqué liste les différents sites concernés.
- L'USEIA a [répertorié](#) le 12 septembre les conséquences de la tempête tropicale Francine sur les infrastructures énergétiques dans le golfe du Mexique, de la Louisiane à l'Alabama, en particulier les exploitations de pétrole et gaz



naturel en mer, le raffinage et les exportations de pétrole brut et les terminaux d'exportation de GNL. Le communiqué note que les prévisionnistes d'AccuWeather ont récemment [revu à la baisse](#) leurs prévisions concernant le nombre de tempêtes nommées cette année, après un mois d'août et un début de septembre relativement calmes. Ces prévisionnistes rappellent dans le même temps que leur nouvelle prévision de 16 à 20 tempêtes nommées reste supérieure à la moyenne historique de 14 tempêtes nommées par an.

## Transport et infrastructure

### 5. Le Département des Transports exige des mesures protectrices pour les passagers dans le cadre de la fusion d'Alaska et Hawaiian Airlines

Le 17 septembre, le Département des Transports (DoT) a [annoncé](#) avoir obtenu d'Alaska Airlines et de Hawaiian Airlines des garanties d'intérêt public contraignantes et exécutoires avant la conclusion de leur fusion. Ce processus avait débuté le 15 juillet dernier, avec le dépôt par Alaska et Hawaiian auprès du DoT d'une demande d'autorisation à se regrouper et à exploiter des liaisons internationales sous un seul certificat – autorisation nécessaire pour fournir des services de transport aérien en tant que transporteur fusionné. Dans son communiqué, le DoT indique qu'il s'agit d'une première que d'exiger des compagnies aériennes qu'elles acceptent des mesures de protection de l'intérêt public contraignantes et exécutoires afin de leur permettre de conclure leur fusion.

Au titre de ces protections, les compagnies Alaska et Hawaiian sont tenues :

- de protéger la valeur des récompenses accumulées dans le cadre des programmes de fidélité,
- de maintenir le service existant sur les liaisons clés d'Hawaiian vers la partie continentale des États-Unis et entre les îles,
- de préserver le soutien aux liaisons d'intérêt public vers les petites communautés rurales en Alaska et à Hawaï,
- de garantir un accès concurrentiel au hub d'Honolulu,
- de garantir des sièges adjacents sans frais pour les enfants de 13 ans et moins et un adulte accompagnateur,
- de garantir une compensation en cas d'annulation ou retard conséquent d'un vol pour des circonstances sous le contrôle d'une des deux compagnies,
- et de réduire le coût de certaines options tarifaires pour les militaires et leurs familles, une population de voyageurs importante en Alaska et à Hawaï.

Le DoT souligne également à cette occasion les nombreux autres engagements de l'administration Biden pour renforcer les droits des passagers aériens.

La fusion des deux compagnies, par acquisition d'Hawaiian par Alaska Airlines, a été officiellement [annoncée](#) le 18 septembre.

# Industrie

## 6. L'entreprise américaine Tupperware fait faillite

L'entreprise américaine Tupperware, célèbre pour ses contenants en plastique, [s'est placée](#) sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Cette situation, qui s'apparenterait à une procédure de redressement judiciaire en France, permet à l'entreprise de chercher pendant 30 jours un repreneur prêt à la restructurer.

Créée en 1946, l'entreprise Tupperware avait connu le succès au cours des Trente Glorieuses grâce un mode de distribution innovant. Elle s'est retrouvée en difficulté au cours des dernières années en raison d'une diminution de ses ventes dans un contexte de concurrence croissante des plateformes d'e-commerce.

## 7. Le PDG d'Intel annonce une pause dans la construction de ses usines européennes

Le 16 septembre, Intel a fait l'objet de plusieurs annonces importantes :

- Le Département de la Défense (DoD) a [annoncé](#) l'octroi de 3 Md\$ à Intel au titre de CHIPS & Science Act pour la construction d'une usine sécurisée pour le secteur de la défense.
- Le PDG d'Intel Pat Gelsinger a [indiqué](#) mettre en pause pour au moins deux ans la construction des usines du groupe en Allemagne et en Pologne. Ce dernier précise que la demande n'est pas suffisante actuellement pour poursuivre ces projets dans l'immédiat, dont celui de Magdebourg qui bénéficie de 10 Md€ d'aides du gouvernement allemand. La construction des usines américaines n'est pas impactée par cette annonce.
- Pat Gelsinger a annoncé le même jour un partenariat avec Amazon Web Services, qui porte notamment sur le développement de *data centers* dédiés à l'IA dans l'Ohio, qui représenteront un investissement de 7,8 Md\$.

# Numérique et innovation

## 8. La Maison-Blanche crée une *task force* pour l'infrastructure en centres de données liés à l'IA

Le 12 septembre, la Maison-Blanche a [annoncé](#) la création d'une *task force* interagences dédiée à l'infrastructure en centres de données pour soutenir le développement de l'intelligence artificielle aux États-Unis. Cette *task force*, co-dirigée par le Conseil économique national, le Conseil de sécurité nationale et le bureau du chef de cabinet adjoint de la Maison-Blanche, aura pour mission de coordonner les politiques fédérales pour accélérer le développement des centres de données. L'objectif est de garantir que les infrastructures critiques répondent aux besoins croissants du développement de l'IA, tout en alignant les projets sur les objectifs de sécurité nationale et environnementaux. La *task force* travaillera avec des entreprises spécialisées dans les infrastructures d'IA pour établir des canaux de communication directs avec les agences fédérales et accélérer les processus d'autorisation pour les projets de centres de données. Le Département de l'Énergie (DoE) a également annoncé la création d'une équipe dédiée aux échanges avec les développeurs de centres de données afin d'explorer des solutions énergétiques durables, notamment la conversion d'anciens sites d'extraction de charbon. Ce groupe coordonnera également les efforts pour encourager l'innovation dans les technologies d'alimentation et pour optimiser les délais de construction.

## 9. La Chambre des représentants avance sur le Kids Online Safety Act (KOSA) et le COPPA 2.0

Le 18 septembre, la commission de l'Énergie et du Commerce de la Chambre des représentants a [voté](#) pour faire progresser le Kids Online Safety Act (KOSA) et le Children's Online Privacy Protection Act (COPPA 2.0), deux législations visant à renforcer la confidentialité et la sécurité en ligne des enfants. Les représentants Gus Bilirakis (R-Floride) et Kathy Castor (D-Floride), co-sponsors de KOSA, ont exprimé des réserves sur la version modifiée de la Chambre, la qualifiant de « version affaiblie » par rapport au texte du Sénat, en particulier sur les obligations liées à la santé mentale des jeunes. Dan Crenshaw (R-Texas) a également [exprimé](#) des préoccupations sur le pouvoir accru accordé à la Federal Trade Commission (FTC). La [Computer & Communications Industry Association](#) (CCIA) et la [Electronic Frontier Foundation](#) (EFF) ont critiqué ces deux propositions de loi, craignant une censure excessive et la collecte non nécessaire de données, tandis que des organisations comme [Fairplay](#) ont salué l'importance de ces textes pour la protection des jeunes en ligne.



## Brèves

- Le 17 septembre, le gouverneur Gavin Newsom a [signé](#) deux lois soutenues par le Screen Actors Guild – American Federation of Television and Radio Artists (SAG-AFTRA), le principal syndicat des acteurs. Ces deux lois (AB 2602 et AB 1836) interdisent l'utilisation de versions numériques d'artistes sans leur consentement explicite et exigent l'accord des proches pour l'utilisation de l'image d'un artiste décédé.
- Snap, société mère de Snapchat, a [lancé](#) une nouvelle version de ses lunettes « Spectacles », qui permettent aux utilisateurs d'interagir avec des éléments en réalité augmentée dans leur environnement. Principalement destinées aux développeurs, elles seront proposées *via* un abonnement à 99 \$ par mois.
- Instagram a [introduit](#) de nouvelles mesures pour améliorer la confidentialité des utilisateurs adolescents. Désormais, les comptes des utilisateurs de moins de 16 ans seront réglés en mode « privé » par défaut, et des outils de supervision parentale permettront aux parents de mieux gérer les paramètres de confidentialité des enfants.
- Le 18 septembre, le représentant Jay Obernolte (R-Californie) a [exhorté](#) le gouverneur Gavin Newsom à opposer son veto à une loi californienne récemment adoptée concernant la sécurité de l'intelligence artificielle. J. Obernolte a exprimé des inquiétudes quant à l'impact de la loi sur l'innovation, affirmant que certaines dispositions pourraient freiner le développement technologique et augmenter les coûts de conformité pour les entreprises.
- Le 15 septembre, OpenAI a [annoncé](#) le lancement de son nouveau modèle d'intelligence artificielle, « *OpenAI o1* », conçu pour exécuter des tâches complexes nécessitant plusieurs étapes. Ce modèle est destiné à améliorer la résolution de problèmes dans des domaines tels que la recherche scientifique et l'optimisation industrielle.
- Le 19 septembre, Microsoft et BlackRock ont [annoncé](#) un partenariat visant à créer un fonds d'investissement d'infrastructures de 100 Md\$ pour soutenir la croissance de l'intelligence artificielle. Ce fonds, soutenu par Global Infrastructure Partners et MGX (basé à Abu Dhabi), investira principalement dans la construction de centres de données et d'infrastructures énergétiques aux États-Unis, pour répondre à la demande croissante en puissance de calcul liée à l'IA.

## 10. Selon Pfizer, la réforme des prix des médicaments freinerait le développement de traitements

Le 14 septembre, Chris Boshoff, chef des activités d'oncologie de l'entreprise pharmaceutique américaine Pfizer, a [estimé](#) dans un entretien au Financial Times que la menace de négociations des prix avec Medicare pourrait freiner le développement de traitements contre les cancers rares ou pédiatriques. Un seul des médicaments développés par Pfizer, l'anticoagulant Eliquis, fait partie des dix traitements dont les prix ont déjà fait l'objet, en août dernier, d'annonces d'encadrement de leurs prix dans le cadre du premier cycle de négociations prévues par l'Inflation Reduction Act (IRA) [voir [Brèves sectorielles du 6 septembre 2024](#)]. Toutefois, selon les analystes du secteur, jusqu'à trois médicaments de Pfizer pourraient être inclus dans un second cycle de négociations avec Medicare. Selon C. Boshoff, « il pourrait y avoir moins d'incitations au développement d'indications rares ou pédiatriques, car [...] pourquoi vous lanceriez-vous dans un grand programme [...] alors que le retour sur investissement...serait à un chiffre ? ». C. Boshoff a toutefois indiqué que Pfizer n'avait pas encore réorienté ses priorités du fait des changements de tarification induits par l'IRA, auxquels les médicaments à petites molécules peuvent être éligibles après neuf ans de mise sur le marché et les médicaments plus complexes après treize ans. Le nouveau traitement contre le cancer ajouté au portefeuille de Pfizer du fait de son acquisition de l'entreprise de biotechnologies Seagen l'année dernière [voir [Brèves sectorielles du 17 mars 2023](#)] ne serait ainsi pas concerné avant plusieurs années.

### Brèves

- Le 17 septembre, le groupe américain Boston Scientific a [annoncé](#) son acquisition pour environ 1,2 Md\$ de Silk Road Medical, une entreprise de dispositifs médicaux basée en Californie pionnière dans la prévention des accidents vasculaires cérébraux et le traitement de la maladie de l'artère carotide grâce à une procédure peu invasive.
- Le 17 septembre, l'entreprise de dispositifs médicaux Merit Medical, basée dans l'Utah, a [annoncé](#) son acquisition du portefeuille principal d'activités de Cook Medical, basé dans l'Indiana, pour 210 M\$. Ce portefeuille comprend notamment des dispositifs utilisés dans le remplacement de pacemakers et d'autres technologies de défibrillation implantables. L'accord entre les deux entreprises doit encore être validé par la Federal Trade Commission (FTC).
- Le 17 septembre, MIM Software, la division d'imagerie médicale acquise par GE Healthcare en avril dernier, a [annoncé](#) avoir reçu le feu vert de la Food and Drugs Administration (FDA) pour la mise en circulation d'un nouvel

instrument de visualisation de la densité des plaques amyloïdes, permettant de détecter la maladie d'Alzheimer.

- Le 18 septembre, l'entreprise américaine G1 Therapeutics, spécialisée dans les traitements contre le cancer, a [annoncé](#) son acquisition par le groupe pharmaceutique danois Pharmacosmos, pour environ 405 M\$.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington  
[washington@dgtresor.gouv.fr](mailto:washington@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis  
Abonnez-vous [ici](#)